

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°01 2026

Faits saillants

- ❖ **Afghanistan** : Reprise de la croissance économique malgré des vulnérabilités ;
- ❖ **Bangladesh** : Les envois de fonds des expatriés atteignent un record de 32,8 Mds USD en 2025 ;
- ❖ **Bhoutan** : Indicateurs macroéconomiques pour le mois de novembre 2025 ;
- ❖ **Inde** : La croissance du PIB de l'Inde estimée à 7,4 % en 2025-26, selon les dernières annonces gouvernementales ;
- ❖ **Maldives** : La cotation du sukuk souverain de 2021 remonte, signe d'un regain de confiance des investisseurs ;
- ❖ **Népal** : Commerce extérieur du Népal sur les cinq premiers mois de l'exercice 2025/26 ;
- ❖ **Sri Lanka** : Reconstruction post-cyclone : recours aux liquidités du Trésor plutôt qu'à un nouvel endettement.

À RETENIR

7,4%

Prévision de croissance en Inde pour
l'exercice 2025/26

Afghanistan

Reprise de la croissance économique malgré des vulnérabilités

Selon la dernière analyse de la Banque mondiale, l'économie afghane enregistre une deuxième année consécutive de croissance, portée par une inflation faible, des recettes fiscales renforcées et la demande générée par plus de deux millions de rapatriés d'Iran et du Pakistan, avec une croissance du PIB projetée à 4,3% en 2025 après 2,5% en 2024. Toutefois, la forte croissance démographique (8,6%) entraîne une baisse du PIB par habitant estimée à -4% selon l'institution, tandis que la pauvreté, le déficit commercial et la dépendance aux importations freinent les perspectives.

L'inflation demeure maîtrisée (2% en 2025) grâce à la stabilité des prix alimentaires et à l'appréciation de la monnaie, et les recettes fiscales devraient atteindre 17,1% du PIB, bien que la contraction des aides extérieures réduise l'espace budgétaire. Le système bancaire reste fragile, limitant l'inclusion financière, dans un contexte de retour massif (entre 4 et 4,7 millions de personnes depuis 2023) et de chômage élevé chez les jeunes, aggravé par les restrictions sur la participation économique des femmes.

[Afghan Economy Expands Amid Persistent Challenges – Banque mondiale](#)

Bangladesh

Les envois de fonds des expatriés atteignent un record de 32,8 Mds USD en 2025

Les transferts de fonds des expatriés bangladais ont atteint un niveau historique de 32,8 Mds USD en 2025, en hausse de 22 % sur un an, selon la Banque centrale du Bangladesh. Décembre a enregistré le deuxième plus fort afflux mensuel jamais observé, à 3,22 Mds USD, après un pic similaire en mars.

Cette performance s'explique par le recours accru aux canaux bancaires officiels, soutenu par l'incitation gouvernementale de 2,5 %, le resserrement des contrôles contre le hundi et le blanchiment, et le rapprochement entre taux officiel et du marché hundi.

La relative abondance de devises, facilitée par une demande atone, a permis à la banque centrale d'acheter des dollars sur le marché, portant les réserves brutes à 33,2 Mds USD fin décembre (28,5 Mds USD en norme BPM6), leur plus haut niveau en trois ans. Les autorités estiment que les envois pourraient dépasser 35 Mds USD durant l'exercice 2025-26.

[Remittance inflows hit record high at \\$33b in 2025 – Business Standard](#)

Les exportations du Bangladesh ont reculé de près de 5 % en 2025 à 47,7 Mds USD

Les exportations de marchandises du Bangladesh ont diminué d'environ 5 % en 2025, pour s'établir à 47,7 Mds USD, pénalisées par la faiblesse de la demande mondiale et le ralentissement du secteur de l'habillement. Les expéditions ont chuté en décembre pour le cinquième mois consécutif, dans un contexte de stocks élevés chez les acheteurs étrangers et d'incertitudes persistantes.

Le secteur du prêt-à-porter, qui représente plus de 84 % des recettes d'exportation, a été particulièrement touché par les droits de douane américains qui ont renchéri les prix et freiné la demande sur le marché étasunien et qui ont accru la concurrence sur les autres marchés, notamment vers l'Union Européenne. En décembre, les exportations de vêtements ont ainsi plongé de plus de 14 % sur un an.

Malgré ce ralentissement, certains secteurs non textiles — comme le jute, les produits chimiques, le cuir, les bicyclettes ou les produits agroalimentaires — ont enregistré des progressions.

[Exports fell nearly 5% in 2025 – The Daily Star](#)

L'inflation repart légèrement à la hausse en décembre, 41ème mois consécutifs au-dessus de 8%

L'inflation de nouveau augmenté en décembre 2025, atteignant 8,49 % en glissement annuel, contre 8,29 % en novembre, selon le Bureau bangladais des statistiques (BBS). Elle reste au-dessus de 8 % depuis 41 mois consécutifs, malgré un net recul par rapport à décembre 2024 (10,89 %).

L'inflation alimentaire est montée à 7,71 %, son plus haut niveau en sept mois, tandis que l'inflation non alimentaire a atteint 9,13 %. Les économistes soulignent que cette persistance est principalement due à des facteurs structurels et des dysfonctionnements de l'offre — coûts logistiques, inefficacités des chaînes d'approvisionnement, intermédiaires et extorsions — plutôt qu'à une surchauffe de la demande.

Dans le même temps, la croissance des salaires (8,07 %) demeure inférieure à l'inflation pour le 47e mois consécutif, accentuant la pression sur les ménages à revenus faibles et moyens.

Neuf institutions financières jugées non viables vont être liquidées

La Bangladesh Bank s'apprête à déclarer neuf institutions financières non bancaires (NBFI) non viables, dans le cadre d'un effort de redressement et d'assainissement du secteur financier. Ces établissements affichent des taux de prêts non performants extrêmement élevés, entre 70 % et 99 %, selon la banque centrale.

Des auditeurs indépendants seront mandatés pour évaluer précisément l'ampleur de leurs pertes et de leur passif. Le processus de liquidation, déjà validé en principe fin novembre, devrait démarrer dans les prochaines semaines.

Le gouverneur Ahsan H Mansur a indiqué que les déposants privés pourraient récupérer le principal de leurs dépôts, possiblement avant le mois de Ramadan (mi-février), grâce à un fonds spécial prévu par le gouvernement, tout en précisant que les actionnaires ne devraient pas être

indemnisés. Huit des neuf NBFI appelées à être liquidées sont cotées en Bourse et leur capital libéré cumulé atteint près de 14,8 Mds Tk (120 M USD).

Les 9 NBFI sont : People's Leasing and Financial Services, International Leasing and Financial Services, Aviva Finance, FAS Finance and Investment, Fareast Finance and Investment, Bangladesh Industrial Finance Company (BIFC), Premier Leasing and Finance, GSP Finance Company, et Prime Finance and Investment Limited.

[Investor losses in NBFI liquidation far greater than they appear – The Financial Express](#)

Bhoutan

Indicateurs macroéconomiques pour le mois de novembre 2025

L'inflation a atteint 3,5% en novembre 2025, contre 1,8% en novembre 2024, principalement sous l'effet d'une hausse de l'indice alimentaire à 4,7%, tandis que l'inflation hors alimentation est passée de -1,3% à 2,8% sur la même période.

Les réserves de change atteignent 1,1 Md USD, en hausse de 54,1 MUSD par rapport au mois précédent. Parallèlement, les transferts de la diaspora 282,5 MUSD, dont 203,5 M USD en provenance d'Australie, 20,9 M USD des États-Unis et 17,5 M USD du Koweït.

[RMA](#)

Inde

La croissance du PIB de l'Inde estimée à 7,4 % en 2025-26, selon les dernières annonces gouvernementales

La croissance du PIB de l'Inde est estimée à 7,4 % en 2025-26, selon les dernières données gouvernementales. A noter toutefois qu'il s'agit d'estimations reposant sur des extrapolations de données disponibles jusqu'en novembre et pourraient être révisées à mesure que de nouvelles informations émergent.

Le gouvernement indien a révisé ses prévisions de croissance à la hausse, et ce malgré un ralentissement de la croissance mondiale et des conditions financières tendues, exacerbées par les tensions liées aux tarifs douaniers imposés par les États-Unis. Cette dynamique dépasse légèrement la dernière estimation de la Reserve Bank of India (RBI), qui tablait sur 7,3 %, et surpassé la croissance de 6,5 % enregistrée l'année précédente. Selon la Banque mondiale et le FMI, l'Inde devrait rester l'économie majeure à la croissance la plus rapide au monde, bien que leurs prévisions soient plus modestes, à 6,5 % et 6,6 % respectivement. Pour 2026-27, la croissance du PIB indien est cependant attendue à 6,8 %.

La dynamique économique de l'Inde s'est accélérée au deuxième trimestre de l'exercice 2025-26, avec une croissance du PIB atteignant un pic de 8,0 % au premier semestre, reflétant les performances du T1 et T2 respectivement de 7,8% et 8,4%, tandis que le second semestre est estimé à 6,9 %.

Cette croissance reste portée par une performance résiliente du secteur des services (+9,1 %), une accélération des investissements, des dépenses gouvernementales ciblées et une consommation soutenue. L'amélioration de l'accès au crédit, stimulée par les baisses de taux d'intérêt, et la rationalisation de la GST (taxe sur les produits et services), devraient également stimuler la demande urbaine.

La formation brute de capital fixe, qui représente 30 % du PIB, devrait augmenter de 7,8 % en 2025-26 (contre 7,1 % en 2024-25). Les dépenses de consommation finale privée, qui représentent près de 60 % du PIB, devraient croître de 7 % (contre 7,2 % en 2024-25). Les dépenses publiques, en hausse de 5,2 % (contre 2,3 % l'année dernière), compensent ainsi le léger ralentissement de la consommation privée. Malgré les tarifs douaniers américains, les exportations indiennes ont crû de 6,4 % en 2025-26, montrant que les entreprises locales s'adaptent et trouvent des débouchés pour leurs produits.

Cette première estimation avancée indique que l'économie indienne dépassera la barre des 4 000 Mds USD en 2025-26, propulsant l'Inde comme la quatrième économie mondiale, derrière les États-Unis, la Chine et l'Allemagne et dépassant ainsi le Japon. Selon un communiqué officiel intitulé « 2025 : Une année décisive pour la croissance de l'Inde », le pays est en passe de devancer l'Allemagne pour atteindre la troisième place d'ici 2,5 à 3 ans, avec un PIB projeté à 7 300 Mds USD d'ici 2030.

Toutefois, pour l'exercice en cours, le PIB nominal, qui inclut l'inflation, ne devrait progresser que de 8 %, contre 9,7 % l'an dernier, reflétant un déflateur du PIB particulièrement faible de 0,6%. Cet écart entre le PIB nominal et réel sera le plus faible depuis 2011-12. De même, les données révèlent que la Valeur Ajoutée Brute (VAB) réelle devrait progresser de 7,3 %, tandis que la VAB nominale ne croîtra que de 7,7 %, contre 9,3 % l'année financière précédente. Selon la banque HDFC, la modération de la croissance nominale, combinée aux réductions d'impôt et de GST, pourrait entraîner un manque à gagner compris entre 17 et 22 Mds USD en 2025-26. Ce déficit pourrait toutefois être compensé par un prochain éventuel record du dividende de la RBI, qui pour rappel, s'est élevé à près de 23 Mds USD.

[India's GDP pegged to grow at 7.4% for FY26 despite tariff heat - The Economic Times](#)

Etat des lieux des indicateurs macroéconomiques de l'économie indienne

Le déficit du compte courant (CAD) de l'Inde s'est réduit à 12,3 Mds USD (soit 1,3 % du PIB) au deuxième trimestre de l'exercice 2025-26 (T2 FY26, juillet-septembre 2025), contre 20,8 Mds USD (2,2 % du PIB) au T2 FY25, selon les données préliminaires de la balance des paiements publiées par la Reserve Bank of India (RBI). A noter que le déficit commercial a légèrement diminué, enregistré à 87,4 Mds USD au T2 FY26, contre 88,5 Mds USD à la même période l'an dernier.

Fait notable, les recettes nettes des services ont augmenté substantiellement pour atteindre 50,9 Mds USD au T2 FY26, contre 44,5 Mds USD un an plus tôt. Cette progression est principalement tirée par les exportations de services informatiques.

Les recettes de transferts de migrants (principalement les envois de fonds des indiens travaillant à l'étranger) ont atteint 38,2 Mds USD, contre 34,4 Mds USD un an auparavant.

Concernant les investissements directs étrangers, un afflux net de 2,9 Mds USD a été enregistré au T2 FY26, contre une sortie nette de 2,8 Mds USD à la même période l'an dernier. Par ailleurs, l'Inde s'attend à une forte croissance des investissements directs étrangers en 2026, portée par des fondamentaux économiques robustes et des accords commerciaux ambitieux et récemment signés. Plusieurs multinationales américaines ont prévu des investissements

majeurs en Inde : Microsoft a annoncé environ 17,5 Mds USD d'ici 2030, Amazon 35 Mds USD, et Google 15 Mds USD afin de créer un hub dédié à l'intelligence artificielle.

Les réserves de change de l'Inde ont augmenté de 3,3 Mds USD pour atteindre 696,6 Mds USD lors de la semaine close le 26 décembre 2025, selon les données publiées par la RBI, capable de couvrir 9 à 10 mois d'importation.

L'inflation de détail est restée faible pendant la majeure partie de l'exercice 2025-26. L'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC) a légèrement augmenté pour atteindre 0,71 % en novembre 2025, après avoir touché des niveaux historiquement bas plus tôt dans l'année, mais elle est restée nettement inférieure à l'objectif de 4 % fixé par la Banque centrale indienne. Cette dernière prévoit désormais une inflation moyenne d'environ 2,0 % pour l'exercice 2025-26, favorable au soutien de la demande intérieure et laissant une marge de manœuvre potentielle pour un assouplissement de la politique monétaire supplémentaire. Pour rappel, en décembre le Comité de politique monétaire de la RBI a réduit le taux de repo de 25 points de base pour le ramener à 5,25 %, portant la réduction totale à 125 points de base en 2025.

La production industrielle indienne a enregistré une nette reprise en novembre 2025, mesurée grâce à l'indice de production industrielle (IIP) affichant une croissance de 6,7 % en glissement annuel, soit un niveau le plus élevé depuis deux ans. Cette accélération marque un fort rebond après le ralentissement observé en octobre enregistré à 0,4%, en grande partie lié aux fêtes de Diwali. Les secteurs dynamiques sont la fabrication de métaux, les produits pharmaceutiques, et la production de véhicules automobiles.

Le crédit total est prévu à environ 12 % en glissement annuel pour l'exercice budgétaire 2025-26 et à près de 13 % pour l'exercice 2026-27 selon le rapport de l'institution financière indienne, Motilal Oswal Financial Services. Selon cette dernière, la croissance des crédits bancaires en Inde devrait rester élevée, portée par les récentes baisses de certains taux de la GST ainsi que par l'amélioration de la demande des entreprises et des consommateurs.

Selon des données récentes publiées par la Banque centrale, la dette des ménages indiens a augmenté et représente 41,3 % du PIB à la fin de mars 2025, dépassant ainsi sa moyenne des cinq dernières années (environ 38,3 %). Malgré cette hausse, le niveau global reste nettement inférieur à celui de la Chine (60 %) et aussi plus bas que celui de certains autres pays comme la Malaisie. Cette croissance de l'endettement tient surtout à la hausse des prêts à la consommation : les prêts non liés au logement (consommation, crédit à la consommation, etc.) représentent 55,3 % de l'ensemble des emprunts des ménages auprès des institutions financières.

[Weekly Statistical Supplement - Reserve Bank of India](#)

Retour sur les finances publiques 2025 et budget 2026 : consolidation et simplification fiscale

Le gouvernement indien entend poursuivre sa trajectoire de consolidation budgétaire lors de la présentation du Budget de l'Union 2026, le 1er février prochain, avec pour objectif de ramener le déficit budgétaire autour de 4,5 % du PIB.

Au sein de ce dernier, une série de mesures d'incitation d'un montant total pouvant atteindre 23 000 crore INR (environ 2,5 Mds USD) pour accélérer la production locale de biens d'équipement à forte valeur ajoutée et réduire la dépendance aux importations pourrait être proposé.

Par ailleurs, le budget devrait également marquer des réformes de la structure douanière. En effet, le gouvernement envisage de réduire le nombre de tranches de droits de douane, actuellement au nombre de huit, à six, afin de simplifier le système tarifaire, de réduire les litiges liés aux classifications douanières - plus de 17 Mds USD de droits de douane immobilisés à ce jour pour cause de litige - et de mieux aligner la politique commerciale avec les priorités industrielles nationales. Cette initiative s'inscrit plus largement dans la volonté de rendre le cadre fiscal indien plus cohérent avec la GST (Goods and Services Tax) et d'améliorer la lisibilité du système pour les entreprises et les investisseurs.

Pour l'ensemble de l'exercice 2025-26, le gouvernement avait initialement fixé un objectif de déficit à 4,4 % du PIB, correspondant à 15,69 lakh crore INR en valeur absolue (174 Mds USD), selon les estimations du Budget 2025. Concernant l'exercice en cours, sur les huit premiers mois de l'exercice fiscal 2025-26 (avril à novembre 2025), le déficit budgétaire s'est établi à 9 760 Mds INR (109 Mds USD, avec 1 USD = 89,9 INR) soit 62,3 % de l'objectif annuel fixé dans le Budget 2025.

[India's April-November fiscal deficit at Rs 9.76 lakh crore, widens on-year to 62.3% of FY26 aim - The Economic Times](#)

Le ministère des Finances annonce un nouveau programme public-privé d'infrastructures ambitieux

Dans un rapport publié récemment, le gouvernement a annoncé avoir élaboré un programme de partenariats public-privé (PPP) d'un montant total équivalent de 206 Mds USD, capable de couvrir près de 850 projets prévus sur les trois prochaines années.

Ce portefeuille de projets a été élaboré par le Department of Economic Affairs (DEA) du ministère des Finances, à la suite de l'annonce faite dans le Budget de l'Union 2025-26, et couvre des projets prévus tant par les ministères centraux en charge des infrastructures que par les États fédérés et les Territoires de l'Union.

Dans le détail, ce programme englobe les principaux secteurs du développement des infrastructures et vise à faciliter la mobilisation de capitaux par les investisseurs. Par ce biais, le gouvernement réaffirme ses efforts pour recourir aux structures de PPP et ainsi tenter de combler les besoins de financement en augmentant la part du secteur privé afin d'accélérer le déploiement des infrastructures, améliorer la qualité des actifs et garantir l'achèvement des projets dans les délais.

Selon le rapport, le déploiement des projets se fera par phases, afin d'offrir aux investisseurs et aux promoteurs une visibilité claire sur le calendrier de mise à disposition des projets.

[Sitharaman & Co line up ₹17 lakh crore PPP pipeline across 852 projects over three years - The Economic Times](#)

Maldives

La cotation du sukuk souverain de 2021 remonte, signe d'un regain de confiance des investisseurs

La cotation de ce sukuk de 500 MUSD, lancé en avril 2021 et dont l'échéance est fixée au 8 avril 2026, se raffermit nettement sur le marché secondaire depuis quelques mois, signe de la confiance des investisseurs dans la capacité du pays à honorer sa dette. Tombé jusqu'à 64,66

cents par USD en août 2024, en raison des rumeurs de défaut, il s'établit depuis juillet 2025 au-dessus de 90 cents par USD (et autour de 93 cents par USD aujourd'hui). Le gouvernement maldivien affirme que le remboursement a été budgété et sera effectué à l'échéance, ce qui contribue à soutenir la perception de crédit à l'approche du remboursement final

[Bourse de Stuttgart](#)

Népal

Commerce extérieur du Népal sur les cinq premiers mois de l'exercice 2025/26

Sur les cinq premiers mois de l'exercice 2025/26, le solde commercial du Népal reste déficitaire. Les importations augmentent d'environ 16% tandis que les exportations progressent nettement, de près de 60%, pour atteindre 815,6 MUSD. Le déficit commercial continue de croître d'un peu plus de 10%, montrant que la hausse des exportations ne compense pas encore les importations, qui s'élèvent à 5,4 Mds USD.

Sur le plan géographique, le déficit demeure très concentré. L'Inde représente de loin le principal déséquilibre avec environ 3 Mds USD d'importations contre 700 M USD d'exportations, soit un déficit estimé à près de 2,4 Mds USD sur la période. La Chine apparaît en deuxième position avec un déficit proche de 1,1 Md USD, les exportations y restant marginales. Cette configuration confirme une dépendance aux approvisionnements régionaux et une base exportatrice limitée.

[Foreign Trade Statistics 2082-083 – Department of Customs](#)

Sri Lanka

Reconstruction post-cyclone : recours aux liquidités du Trésor plutôt qu'à un nouvel endettement

À l'occasion d'une intervention au Parlement le 19 décembre, le Président Anura Kumara Dissanayake a indiqué que les dépenses prévues de 500 Mds LKR supplémentaires en 2026, destinée à financer la réponse au cyclone et la reconstruction, seraient couvertes principalement par les liquidités disponibles du Trésor, estimées à environ 1 200 Mds LKR fin novembre 2025. Selon l'exécutif, ce financement permettrait d'éviter un relèvement du plafond de la dette publique prévu dans le budget 2026. Cette dépense exceptionnelle s'inscrit dans un contexte de résultats budgétaires en amélioration en 2025, avec un déficit en baisse de 57% sur les 10 premiers mois.

[SL President Office.](#)

La Banque mondiale évalue à 4,1 Mds USD les dégâts causés par le cyclone Ditwah

La Banque mondiale a publié son rapport d'évaluation GRADE (Global Rapid Post-Disaster Damage Estimation), trois semaines après le passage du cyclone Ditwah ayant tué plus de 640 personnes et causé des destructions considérables du fait des inondations et des glissements de terrain. Le montant total des dégâts est estimé à 4,1 Mds USD soit environ 4% du PIB et 0,48% du stock total de bâtiments et d'infrastructures. Ces pertes se décomposent comme suit : 985

562 M USD de dégâts aux immeubles résidentiels, 562 M USD aux immeubles non-résidentiels, 1,7 M USD aux infrastructures (soit 42% des dégâts matériels) et 814 M USD de pertes dans le secteur agricole. Le district de Kandy est le plus durement touché avec 689 M USD de destructions recensées.

Banque mondiale

Visite au Sri Lanka du ministre indien des affaires étrangères

S. Jaishankar a annoncé un programme d'aide de 450 MUSD au Sri Lanka, dont 100 M USD de don destinés à la reconstruction post-cyclone et 350 M USD sous forme de prêt à taux d'intérêt concessionnel. Il a également réaffirmé l'engagement de l'Inde en faveur de la reprise économique du pays, tout en soulignant son soutien pour relancer l'industrie touristique sri-lankaise. Le même jour, J. Wang Secrétaire du CPC du Tibet, a aussi rencontré le Président Anura Kumara Dissanayake et lui a assuré que la Chine était prête à partager son expertise dans le cadre du programme « Rebuilding Sri Lanka ».

President's Media Division

Dépréciation de la roupie sri-lankaise en 2025

Selon la banque centrale (CBSL), la roupie sri-lankaise s'est dépréciée de 5,6% vis-à-vis du dollar en 2025. Cette évolution marque un retournement après deux années de renforcement de la monnaie : l'appréciation avait en effet été de 12,1% en 2023 et 10,7% en 2024. La roupie s'était en revanche effondrée dans le courant de l'année marquée par le défaut (-44,8% par rapport à l'USD en 2022). La dépréciation de la roupie est attribuée au niveau élevé des remboursements de la dette publique, à des déboursements inférieurs aux attentes des institutions financières multilatérales, ainsi qu'au niveau élevé des importations de véhicules qui creuse le déficit courant.

L'inflation redevient positive en 2025

Après un an de glissement annuel négatif, elle s'est établie à 2,1% sur l'année écoulée, principalement en raison de la hausse des prix des produits alimentaires. En moyenne annuelle, l'inflation demeure toutefois légèrement négative (-0,5%).

Statistics Sri Lanka

Les non-résidents reviennent sur les titres publics en roupies

Les données de la banque centrale montrent que l'encours de dette publique détenus par les étrangers est passé de 68,5 Mds LKR fin 2024 à 141,4 Mds LKR fin 2025, soit son plus haut niveau depuis 26 mois. Ceci représente une hausse équivalente à 221,8 MUSD sur un an. Ce mouvement souligne l'appétit des investisseurs internationaux pour la dette en roupies en raison de rendements attractifs, d'une perception de risque en baisse et d'un retour de la confiance.

CBSL

La reconstruction post-Ditwah pourrait porter la croissance 2026 au-delà de 5%

Le gouverneur de la Banque centrale (CBSL) estime que l'économie pourrait afficher en 2026 une croissance « supérieure à 5% » si les dépenses de reconstruction et de remise en état après le passage du cyclone Ditwah sont engagées. Il rappelle qu'en 2025, la croissance était proche de 5% jusqu'au 3e trimestre, le 4e trimestre restant plus incertain en raison de l'impact du

cyclone. Pour financer l'effort de reconstruction, 500 Mds LKR additionnels d'investissement public ont été annoncés, qui s'ajoutent aux 1 400 Mds LKR déjà prévus.

The Morning

Le déficit budgétaire devrait s'aggraver en 2026 en raison des dépenses liées à la reconstruction

Le budget 2026 révisé maintient les recettes et dons à 15,4% du PIB, mais relève nettement la dépense totale à 21,9% du PIB (contre 20,5% dans le budget 2026 approuvé). En conséquence, le déficit budgétaire se creuse à 6,5% du PIB à comparer à 5,1% initialement prévus. La hausse des dépenses est concentrée sur les investissements publics avec 5,0% du PIB contre 4,0% prévus, les subventions & transferts avec 4,3% contre 3,9% et les dépenses courantes avec 16,9% contre 16,5%. Le solde courant se dégrade à -1,6% du PIB (contre -1,2%) ainsi que le solde primaire à +1,0% (contre +2,5%).

Treasury

Conclusion de l'accord de restructuration de la dette avec l'Allemagne

Le Sri Lanka a signé le 7 janvier le 10e accord bilatéral de restructuration de sa dette extérieure avec l'Allemagne pour rééchelonner 188 MEUR de prêts. Cet accord fait suite à ceux déjà conclus avec, dans l'ordre, la Chine, le Japon, l'Inde, la France, la Hongrie, l'Arabie saoudite, le Royaume-Uni, l'Australie et le Danemark. Parmi les pays n'ayant pas encore signé un tel accord figurent l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Corée du Sud, l'Espagne, les Etats-Unis, les Pays-Bas, la Russie et la Suède.

Treasury

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Positive	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Négative	BB+	Négative	C	C
Pakistan	Caa3	Stable	CCC+	Stable	CCC+	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	CCC-	-	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi
erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr